

Sommaire de Vigilances n° 94



Club des Vigilants

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



Ce sommaire n'est pas conçu dans un esprit de lecture fractionnée car la mise en page n'est pas faite au hasard. Les alertes se suivent dans un ordre logique.

Géopolitique

- Europe : le cauchemar anglais** page 4
La fin de la dilution de l'Europe inquiète
Al Jazeera pour les "Frères" page 8
L'heure n'est plus à ménager l'Arabie Saoudite

Economie

- Les marchés sont révolutionnaires** page 2
Les marchés soulignent les insuffisances de politiques, par Philippe Bois
Europe : avancées par défaut page 2
Des avancées économiques qui ont atteint leurs limites
BCE : l'exemple suisse page 3
Un "cours plancher" qui en impose aux spéculateurs, par correspondant
Allemagne : double jeu ? Non, jeu double ! page 3
Berlin se pose en "gardienne" des disciplines budgétaires
Délocalisations ? Relocalisations ? Les multinationales aux aguets page 7
Peur de la défiance grandissante des peuples
Une baisse inéluctable de la part du nucléaire page 9
Les prix "artificiellement" bas de l'électricité dissuade le financement

Sciences, Environnement et société

- Edito : le rose et le noir** page 1
L'Asiatique voit du rose là où l'Européen broie du noir, par Marc Ullmann
La démocratie change de visage page 4
Gare à la "technopolitique", par Xavier Grosclaude
Grèce : sortir de l'indignation, renouer avec la fierté page 5
Retrouver le chemin de l'espérance
Finance et Thanatos page 5
L'excitation du "jeu" est la même pour les joueurs et les traders
Les "Occupy" : révolte ou révolution ? page 6
Une jeunesse qui retrouve la voix, par Meriem Sidhoum Delahaye
L'ambiguïté des 99 page 6
Attention, les sociétés sont plus complexes
Virtuellement vôtre ... page 9
Même mort, il restera du "Business" à faire dans le monde virtuel

Rétrovigilance

- Le regard de François De Closets sur :** page 10
Vigilances n°66 – novembre 2008

En direct du Blog

- Commentaires à partir du blog** page 11

La vie du Club

- Les dernières infos du Club** page 14

Vigilances

La lettre du



Club des Vigilants

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



N°94: novembre 2011

Le rose et le noir

Qui a raison, l'Asiatique qui voit la vie en rose ou l'Européen qui voit l'avenir en noir ?

L'Asiatique n'est pas certain que demain sera meilleur qu'aujourd'hui mais il a pu constater qu'aujourd'hui est meilleur qu'hier. Pour lui, le soleil se lève.

L'Européen n'est pas certain que demain sera pire qu'aujourd'hui mais il a pu constater qu'aujourd'hui n'est pas meilleur qu'hier. Pour lui, le soleil se couche.

Ainsi, deux personnalités éminentes expriment-elles en toute sincérité deux points de vue opposés :

- **Kishore Mahbubani**, doyen du Département des Politiques Publiques à l'Université Nationale de Singapour, se souvient de la puanteur des toilettes de son enfance. Le seau restait plein jusqu'à l'arrivée des éboueurs. Le petit Kishore avait dix ans lors de l'installation d'une chasse d'eau. C'était à ses yeux le symbole non seulement du confort mais de la dignité. Des décennies plus tard, l'auteur respecté de nombreux ouvrages¹ estime que le monde progresse et que jamais les opportunités n'ont été aussi grandes.
- **Jacques Blamont**, père de la recherche spatiale en France, membre de l'Académie des Sciences, est à l'autre bout du spectre. Auteur, lui aussi, de nombreux ouvrages², il estime que les ressources de la planète sont au bord de l'épuisement et que la course au progrès matériel risque de se terminer en catastrophe.

Deux visions du monde s'affrontent. Selon le Singapourien, l'expansion économique qui permet l'amélioration des conditions de vie est un préalable : plus l'Homme sera libéré des servitudes avilissantes, meilleur il sera et la voie d'un progrès mondial sera ouverte. Selon le Français, 7 milliards de terriens sont arrivés à un point de bascule : nous vivons la fin du productivisme ; le préalable, désormais, est Moral. Il faut – d'urgence ! – un nouveau paradigme.

Un observateur qui ne serait ni asiatique, ni européen pourrait croire **que l'optimisme de l'un n'est que griserie d'un pouvoir ascendant et que le pessimisme de l'autre n'est que déprime d'un pouvoir déclinant.** Il y a, cependant, des réalités à prendre en compte. Certaines peuvent être différentes selon les régions du monde. D'autres (et sans doute les plus importantes) sont communes à tous les habitants de la planète. Affrontements et coopération seront conjointement à l'œuvre. Réduire les uns et renforcer l'autre, voilà la tâche immense des prochaines décennies.

Marc Ullmann

¹ Voir, notamment, « **The New Asian Hemisphere** », traduit en français sous le titre « **Le défi asiatique** » et paru en 2008 aux éditions Fayard.

² Voir, notamment, « **Introduction au siècle des menaces** » paru aux Editions Odile Jacob en 2004 ; « **Lève-toi et marche** », paru également aux Editions Jacob en 2009 et, pour un groupe de travail du **Club des Vigilants**, « **On n'a (presque ?) plus le temps** », paru dans le N°115 de la revue Commentaire en 2006.

Alertes



Les marchés sont révolutionnaires

Qui sont ces marchés qui sifflent sur nos têtes ? Nés de la rencontre organisée des acheteurs et des vendeurs de risques et de produits où se forme un point d'équilibre, ils sont devenus une abstraction désignant **des forces profondes capables de diriger les événements** avec une extra lucidité souterraine, digne de la ruse de la raison hégélienne.

Les marchés ont leur grammaire. Dans leur langage, ils viennent de dire que le système fondé sur la distribution de pouvoir d'achat grâce à l'endettement plutôt que la recherche laborieuse de valeur ajoutée a atteint ses limites. Accessoirement, ils condamnent la tolérance politique consubstantielle au système. Les politiques devront faire différemment. Les politiques ne cessent pas d'eux-mêmes de mal agir, moitié par confort, moitié par réelle impossibilité de distinguer les forces profondes qui mettent dans les cordes le système dont ils font partie.

De même que les processus révolutionnaires ont pour tâche historique de périmer des régimes politiques devenus inadaptés et irréformables, **les marchés se sont chargés de déclasser des pratiques insoutenables.** 1848 : les gouvernements fondés sur la fidélité dynastique sont emportés par les puissantes forces sociales qui naissent avec l'industrie et les nations; 1989 : le carcan idéologique et physique qui fonde l'autorité des gouvernements communistes éclate sous la pression de la liberté individuelle et des revendications matérielles à l'œuvre depuis la fin de la reconstruction; 2010 : une génération de dirigeants laïcs, autrefois venus pour moderniser les sociétés et combattre Israël, perdue dans le clientélisme clanique et la corruption, perd la main face à une jeunesse nourrie d'un cocktail inédit de valeurs universelles, d'humilité cléricale et de grégarité joyeuse des réseaux sociaux. 2011 : **les gouvernements élus**, dépositaires de la légitimité démocratique dans le noble sens du 18^e siècle qui occupent le pouvoir, sans réelle marge de manœuvre, depuis des années et, à peu de chose près, ont pour seul horizon l'amélioration continue de la redistribution **se font dicter les règles de l'économie de confiance mondialisée par leurs créanciers anonymes.**

Ces régimes ont en commun d'avoir entretenu l'illusion que **l'histoire ferait éternellement crédit à leurs insuffisances.** Les révolutions et les marchés provoquent la rupture mais ne nous leurreront pas : ils ne disent pas ce que sera le système d'après.

Philippe Bois

Europe : avancées par défaut

Fernand Raynaud a fait rire des millions de Français avec son sketch : « *Y a comme un défaut !* » : l'épaule droite d'un costume était mal taillée, on retouchait l'épaule gauche et ainsi de suite ...

Il en va de même pour l'Europe. De Gaulle, puis des gouvernements successifs, tenaient à la « **Politique Agricole Commune** » mais comment diable fixer des prix européens communs aux principaux produits si les monnaies nationales pouvaient évoluer de façon divergente ? Pour palier cette difficulté, des « **montants compensatoires** » ont été instaurés. C'était très compliqué. La « monnaie unique » a réglé le problème mais, en supprimant ce défaut et quelques autres, elle en a créé de nouveaux. On se demande maintenant **comment l'Euro peut subsister si chaque Etat reste maître de ses politiques budgétaire et fiscale.**

Encore une fois, « y a comme un défaut ! ». De nouvelles retouches sont envisagées ... Pour l'instant, « la nave va » (comme disait Fellini) mais le moment viendra où il faudra « mettre à plat » (comme disent les tailleurs).

M. U.

BCE : l'exemple suisse

Le 6 septembre 2011, la Banque Nationale Suisse a pris une décision historique. Les investisseurs du monde entier se ruiaient sur le Franc. En moins de dix ans, **la monnaie helvétique s'était appréciée** de plus d'un tiers par rapport au dollar et de plus d'un sixième par rapport à l'euro. Cela devenait intenable pour les exportations et le tourisme.

Pendant les huit premiers mois de 2011, la banque avait tenté d'inverser la tendance en intervenant sur le Marché. Des sommes considérables avaient été dépensées. Rien n'y faisait. Fallait-il baisser les bras ? Contre l'avis des timides, **décision a été prise de fixer un "cours plancher"** de 1,20 Franc pour 1 Euro.

Les sceptiques ont été nombreux à réagir. L'un d'entre eux a affirmé que : « *Le mur de papier ne tiendrait pas trois jours* ». La suite lui a donné tort. En un mois, les réserves de change de la Banque Nationale Suisse n'ont pas baissé, elles ont même augmenté et les interventions effectives ont été rarissimes. Pourquoi ?

Parce que **les spéculateurs sont rationnels.** S'ils voient que l'adversaire joue « petit bras », ils attaquent. S'ils voient qu'il est prêt à aller jusqu'au bout, ils se demandent où l'attaque peut les mener et quelle est l'ampleur des risques qu'ils seraient amenés à prendre.

Peut-être, **le courage suisse** pourrait donner matière à réflexion à la BCE. Quelques "cours plafond" seraient envisageables.

Correspondant

Allemagne : double jeu ? Non, jeu double !



En veillant au respect des statuts restrictifs de la Banque Centrale Européenne et donc en l'empêchant d'émettre de la monnaie pour se porter directement acheteur de bons émis par les pays européens en difficulté, **l'Allemagne se pose en gardienne des disciplines budgétaires** et rend l'ajustement aléatoire. **Ca passe ou ça casse.**

Dans un cas, la zone euro – d'abord, telle qu'elle existe aujourd'hui, puis éventuellement élargie – se renforcera selon le modèle allemand et tout le monde pourra s'en féliciter. La République Fédérale a l'expérience de la subsidiarité. Une « Europe des Nations » vertueuse et démocratique pourrait s'en inspirer.

Dans l'autre cas, l'Allemagne et les pays les plus proches d'Europe Centrale et d'Europe du Nord se sépareraient des pays du « club med ». Dans quel camp se situerait la France ? Cela se discuterait.

Il suffit en tout cas de regarder une carte avec comme centre **Berlin** pour comprendre que l'Allemagne, si elle devait choisir, ne sacrifierait pas l'Est pour garder le Sud. L'Histoire, après tout, est fille de la géographie.

M. U.

Europe : le cauchemar anglais



Source : www.wisemoney.com

Une Europe Continentale unie sous la prédominance d'un de ses Etats, c'est, depuis toujours, le cauchemar anglais. D'ici à ce que « Kaiser Merkel » soit caricaturée en Napoléon à la Une d'un tabloïd, il n'y a pas loin. Cela a déjà commencé (voir photomontage ci-dessus)

Les dirigeants britanniques ont une **marge de manœuvre limitée**. Une déconfiture de l'euro ne ferait pas leur affaire car les finances mondiales seraient toutes entières ébranlées. Il s'agit donc à la fois de limiter les dégâts monétaires et d'éviter que l'Euroland s'engage sur une voie fédérale que la Grande Bretagne s'interdit d'emprunter.

Une **double offensive** semble probable :

- **Se rapprocher** des pays membres de l'Union Européenne qui ne font pas partie de la zone euro en insistant sur le thème : « Ne nous laissons pas marginaliser ».
- **Renforcer** (avec l'accord des Etats-Unis), la coopération politique et militaire avec la France dans l'espoir que celle-ci ne mette pas tous ses œufs dans le panier allemand.

M. U.

La démocratie change de visage...

A la faveur de la crise, **l'homme politique généraliste reflue** pour laisser place à des profils plus techniques et beaucoup moins politiques. C'est particulièrement vrai en Italie avec la récente nomination de Mario Monti mais aussi en Grèce avec l'arrivée aux forceps de Lucas Papademos...

En soi, il n'y a rien d'illégitime à nommer à des postes de responsabilité des hommes et des femmes connus pour leurs compétences techniques. En revanche, il ne faudrait pas que **la technocratie soit le seul vivier des futurs hommes et femmes politiques**.

Si tel devait être le cas, la démocratie y perdrait en évinçant la diversité intellectuelle nécessaire à sa vitalité.

Aussi, au-delà des inévitables surchauffes liées à l'apprentissage de la démocratie dans les pays arabo-musulmans, le prochain défi pour « les démocraties avancées » va consister à faire émerger **des dirigeants politiques capables de mettre l'expertise de la technocratie au service de la démocratie** et non l'inverse.

Si demain, tous les hommes ou femmes politiques devaient être d'anciens technocrates et tous les jeunes technocrates de futurs hommes ou femmes politiques, l'Histoire deviendrait prévisible...

Xavier Grosclaude

Grèce : sortir de l'indignation, renouer avec la fierté

La Grèce est pauvre. Les armateurs sont riches. Ils n'ont pas envie d'acheter des Bons du Trésor dont le seul but est de « rouler la dette ». Peut-être certains d'entre eux souscriraient-ils à un « grand emprunt » s'il était avéré que les fonds recueillis serviraient (en accord avec l'Union Européenne) à des investissements utiles. Pour tâter le terrain, le gouvernement, au lieu de se satisfaire d'une mini chasse aux fraudeurs, pourrait lancer des « **Olympiades de la générosité** » qui, par capillarité, revigorerait le sentiment national. Ce serait d'autant plus utile que celui-ci manque singulièrement de racines historiques.

La Grèce Antique s'est dissoute dans l'Empire Byzantin, lequel est mort en **1453** lorsque Constantinople est devenue Istanbul. Haine des Turcs et Eglise Orthodoxe ont, dès lors, servi de ciment à un nationalisme hors sol. Ce n'est que quatre siècles plus tard, en **1839**, qu'un petit territoire arraché à l'Empire Ottoman, est devenu l'Etat grec avec la bénédiction de la Russie, de l'Angleterre et de la France. Dans l'imaginaire national, ces trois pays font figure de gentils.

On ne peut pas en dire autant de l'Italie et de l'Allemagne qui, en **1941**, ont envahi la Grèce. L'occupation, principalement allemande, a été sauvage. Il y a eu des famines. La résistance a été valeureuse mais divisée. Une guerre civile s'en est suivie entre communistes et pro-Occidentaux. Ces derniers l'ont emporté en **1949** mais la démocratie était fragile et, pendant près d'une dizaine d'années, à partir de **1967**, la Grèce a vécu sous le régime des colonels. Une fois la démocratie revenue, elle a pu, sous le patronage de la France, adhérer à la Communauté Européenne. C'était en **1979**.

Le moins que l'on puisse dire est que le terrain n'était pas propice au bon usage des aides communautaires. Gabegie et clientélisme ont marqué l'époque. **Le laxisme s'est encore accru lorsque l'euro a permis de s'endetter à bon compte**. Les marchands d'armes ont fait crédit. Les banquiers ont fait des bénéfices. Les responsables politiques se sont, plus que jamais, montrés irresponsables.

La Grèce, chacun le sait, est maintenant insolvable et il ne suffira pas d'effacer tout ou partie de la dette pour résoudre la crise. Après l'indignation doit venir l'espérance. Même les « Grecs de Londres » et autres fortunés peuvent le comprendre ... Et le vouloir.

Marc Ullmann

Finance et Thanatos

Le sexe peut être une addiction, DSK l'a prouvé en courant vers l'abîme. **Eros et Thanatos !**

La passion du jeu est une variante. **Les vrais joueurs ne s'arrêtent jamais**. Le plaisir du gain ne suffit pas à les combler. Ils sont fascinés par la possibilité de « perdre au-dessus de leurs moyens ». Alors, mais alors seulement, ils ont la hargne. L'envie de « se refaire » leur donne le frisson jusqu'à ce que chute s'en suive.

Les habitués des casinos ne sont pas seuls en cause. Les traders, l'œil rivé sur l'écran de leur ordi, vivent également dans l'excitation permanente. L'appât du bonus les fait saliver mais l'éventualité de perdre les angoisse et en même temps les fait jouir. C'est, en partie, pour cela que les directeurs de banques veillent à ce que les traders ne restent pas trop longtemps en poste.

Le « spiel » a été, depuis des siècles, au cœur de la finance mais, apanage de quelques uns, il s'étalait sur la durée. Les technologies de l'information, les fameuses NTIC, ont tout changé. La sphère financière représente aujourd'hui plus de vingt fois le PNB mondial. C'est immatériel, grisant et suicidaire. **Finance et Thanatos**.

Les "Occupy" : révolte ou révolution ?



CR : M. S. D. de passage au Zuccotti Park (NY)

Deux jours après avoir été évacués par la police du *Zuccotti Park*, rebaptisé *Liberty Square* par les fondateurs de "Occupy Wall Street", les "99 %" qui ont, depuis le 17 septembre essaimé dans près d'une centaine de villes américaines, sont de retour. 30 000 personnes ont manifesté, jeudi 17 novembre, à New York pour fêter les deux mois du mouvement. D'autres manifestations inhabituelles par le nombre de participants ont eu lieu dans 30 villes à travers le pays.

Je suis allée à *Zuccotti Park* à quelques 500 mètres de Wall Street. Sa taille, celle d'un square de quartier parisien, comme ses occupants, **quelques centaines à certaines heures du jour**, donne au lieu un petit côté de kermesse. Il y a le coin café, restaurant, épicerie, fripe, librairie... Mais il y a aussi des ateliers de discussion par thématique et même un atelier de formation à la non violence !

Ces troupes étiques sur place ne doivent toutefois pas faire illusion. L'effet "Occupy" surclasse l'effet "Tea Party". Des sondages, semaine après semaine, indiquent que plus de 60 % des Américains soutiennent le mouvement. **Des millions d'internautes échangent, discutent, planifient sur le site Occupywallst.org qui tient lieu d'agora plus large.** Des versions du site en français et en espagnol sont en construction. Enfin une couverture médiatique qui ne faiblit pas sur un mouvement porté par des jeunes agissant en as en termes de communication et d'organisation.

Pourquoi ce ras le bol ? « *Notre système politique doit être au service de tous, de l'intérêt général et non juste au service des riches et des puissants. Nous sommes les 99 % et nous sommes là pour nous réapproprier et régénérer notre démocratie.* » Longtemps atone, la classe moyenne américaine se rebiffe et donne de la voix au travers de ses enfants. Une classe qui s'est fait laminer ces vingt dernières années et qui craint pour le futur de ses enfants au cœur de la première puissance mondiale ! **Des enfants qui coulent sous les dettes** – la dette cumulée des étudiants américains est de mille milliards de dollars ! - pour des études universitaires censées leur assurer un emploi. Des jeunes qui ne trouvent plus d'emploi. Des jeunes qui, avec ou sans emploi, doivent commencer les remboursements six mois après la fin des études... Des jeunes pour qui la finance ne finance plus rien qu'elle-même, tue les emplois dans l'économie réelle, bouche l'avenir. Cette finance là est, à leurs yeux, un vrai danger pour la démocratie.

Les classes moyennes ont jusqu'ici incarné **la matrice de la démocratie**. Ce sont elles aussi qui, le plus souvent, ont mené les révolutions. Le pire serait que la cécité des 1 % ne favorise cette dernière option.

Meriem Sidhoum Delahaye

L'ambiguïté des 99

« *Nous sommes les 99* » clament les indignés de Wall Street qui veulent regagner Zuccotti Park dont ils ont été expulsés. Leur slogan est sincère et leur bonne foi incontestable dans la mesure où ils ne représentent pas le 1% de la population américaine qui capte **une part excessive de la richesse nationale**. Il n'empêche que les sociétés sont complexes et qu'il est dangereux de simplifier à l'extrême. 99% : seuls les régimes dictatoriaux peuvent atteindre de tels scores.

Cette ambiguïté donne bonne conscience aux tenants de l'ordre établi. Arrestations et vexations sont à l'ordre du jour et des excès sont à craindre. Dans la foulée, des excès de sens inverse sont à prévoir. Les hackers affûtent leurs outils et se disent prêts à venger les « victimes » (voir, dans **Vigilances** 92, **Hacktivistes à l'affût**, les ébauches d'escalade).

Délocalisations ? Relocalisations ? Où garder le cash ? Les multinationales aux aguets

Il y a quinze ans, General Electric a créé à Waukesha dans le Wisconsin une unité « Rayons X ». Cette année, décision a été prise d'en transférer le siège à Pékin. Deux milliards de dollars seront investis en Chine et six centres de recherche y seront installés.

L'année dernière, General Electric a engrangé 5,1 milliards de dollars aux Etats-Unis mais les niches fiscales en vigueur ont permis de ne payer aucun impôt au Trésor américain. Quant à l'argent gagné à l'étranger, il est placé là où les conditions fiscales sont les meilleures. Pour ce qui est de l'emploi, rappelons que G.E. a moins de salariés aux Etats-Unis que dans le reste du monde. Cela n'a pas empêché Barack Obama de nommer Jeff Immelt (président de G.E.) à la tête d'une commission chargée de définir des politiques propres à créer des emplois. Un membre du **Club** connu pour son mauvais esprit commente : « *sans doute Obama a-t-il oublié de dire dans quel pays il fallait créer des emplois* ».

La remarque a été répercutée aux Etats-Unis où l'un de nos correspondants a répondu « *1) Immelt, précisément parce qu'il connaît les questions, est bien placé pour trouver des réponses ; 2) il y a de bonnes et de mauvaises délocalisations : bonnes sont celles conçues pour se rapprocher d'un vaste marché, mauvaises sont celles qui, pour des profits temporaires, handicapent durablement des productions nationales ; 3) la multiplication de sous-traitants situés dans divers pays accroît les risques de blocages (tremblements de terre, inondations, troubles sociaux, etc.), les relocalisations peuvent donc être gage de stabilité ; 4) les multinationales commencent à se rendre compte qu'elles ont intérêt à ne pas désespérer les électeurs occidentaux. Elles seraient les premières à souffrir d'un retour au protectionnisme* ».

Un autre correspondant ajoute : « *Apple dispose de cinquante milliards de dollars accumulés à l'étranger. Google et Microsoft ne sont pas en reste. General Electric non plus. Cela ne les empêche pas d'investir aux Etats-Unis mais cela donne mauvais esprit et nourrit « l'indignation » populaire. De plus, cela prive le gouvernement américain de recettes et le marché des capitaux de liquidités* ».

Nul doute : une nouvelle pensée économique est en gestation.

Correspondants

Six minutes pour détruire, une génération pour construire



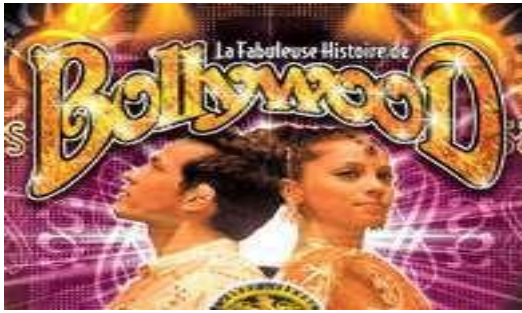
Construction d'une école

Les autorités américaines ont calculé qu'entre le moment où des Talibans sont repérés sur une route afghane et le moment où un missile leur tombe sur la tête, il s'écoule, en moyenne, six minutes. Soit environ trois fois moins qu'il y a une dizaine d'années. Merci les satellites. Merci les drones !

Ce « progrès » sert à la « guerre contre le terrorisme ». Nul, désormais, n'est à l'abri (voir dans **Vigilances** 91, **Ubiquité des drones et limites de la violence légitime**).

Construire la paix est sur une autre échelle de temps. Les malheureuses expériences d'Irak et d'Afghanistan montrent que **les démocraties belligérantes ne sont pas orfèvres en « nation building »**. On peut détruire en six minutes, il faut une génération pour construire.

Bollywood contre madrasas



L'Inde compte 1,2 milliard d'habitants dont 140 millions de musulmans. Il y a souvent des heurts entre communautés mais, dans l'ensemble, les choses se passent bien et, fait remarquable, les films produits par Bollywood sont populaires dans tous les pays musulmans. Même les Pakistanais en raffolent et, dans les périodes où il y a interdiction, les redistribuent sous le manteau. **L'Inde a beau être « l'ennemie », son industrie cinématographique apporte une touche de modernité** et un souffle de liberté à des Pakistanais en quête de bien-être. L'avenir est en jeu, la jeunesse est l'enjeu et tout se passe comme si l'Arabie Saoudite et l'Inde se livraient une guerre secrète au cœur du « Pays des Purs ». **Les wahhabites saoudiens financent les madrasas** où plus d'un million d'étudiants ânonnent le Coran. Bollywood ouvre une fenêtre sur la vie et les aspirations de tous les jours. Formidable confrontation dont les rebondissements et l'issue pèseront sur la géopolitique mondiale.

M. U.

Al Jazeera pour les « Frères »

Dans l'attente des élections égyptiennes et, dans un contexte de violence accrue, Al Jazeera, la grande chaîne qatarie, s'est nettement démarquée d'Al Arabia, la chaîne saoudienne qui prenait ouvertement parti pour les plus durs et les plus sectaires des Musulmans, les Salafistes.

En affichant le pluralisme, Al Jazeera s'est efforcée de montrer que l'Islam est démocratico-compatible. Ainsi, les manifestations anti-armée que les "Frères musulmans" tentent de contrôler sont-elles présentées benoîtement comme l'appel à **un Ordre Moral conforme aux aspirations populaires**. C'est l'aboutissement d'une longue campagne qui a d'abord contribué à promouvoir le « Printemps arabe » puis à aider les « Frères » à le récupérer (voir, dans *Vigilances* 90, Al Jazeera mène la danse).

Al Jazeera, dont le budget est estimé à près de 500 millions de dollars, est subventionnée par l'Etat dont l'émir, Cheikh Hamad bin Khalifa Al Thani, est suffisamment intelligent pour ne pas donner de consignes directes aux différentes rédactions d'un groupe audiovisuel désormais puissant et diversifié. C'est l'un de ses atouts et non des moindres.

Depuis le début du printemps tunisien, **les reporters et commentateurs d'Al Jazeera ont jubilé**. Ils pouvaient se permettre d'être du "bon côté", c'est-à-dire pour la démocratie et contre les tyrans. Il leur était seulement conseillé d'être prudents sur les événements de Bahreïn. Il ne fallait quand même pas **trop marcher sur les pieds de l'Arabie Saoudite**, cette grande voisine.

Aujourd'hui, **même cette prudence n'est plus totalement de mise**. Le Royaume est jugé trop réactionnaire et ses madrasas trop obscurantistes. Le Qatar reste son alliée mais cette alliance n'est plus exclusive. Le petit émirat est présent sur tous les fronts. Quand il s'agit de renverser Kadhafi, il appuie sans réserve la France et l'Angleterre. Quand il s'agit de condamner le régime syrien, il est aux avant-postes. Ses réserves de gaz (les troisièmes du monde) lui donnent toute latitude pour seconder, quand il le faut, la diplomatie avec un carnet de chèques et patronner, pour le prestige, des manifestations culturelles (comme, tout récemment, le « Sommet mondial pour l'innovation dans l'éducation »). Ainsi, le minuscule Qatar (11.000 km², 900.000 habitants), petite presqu'île de la péninsule arabe avec l'Iran de l'autre côté de la mer, est-il devenu l'un des pays les plus influents de la planète.

Reste à savoir quels sont **les buts et les arrière-pensées de l'émir**. L'Islam qu'il promet pourra-t-il, sur la durée, être vraiment tolérant ? Les « Frères » seront-ils longtemps respectueux des libertés publiques ? Le premier test sera la Tunisie. Un gouvernement est au banc d'essai.

Correspondant

Une baisse inéluctable de la part du nucléaire

Dès qu'on parle du nucléaire, les esprits s'échauffent. Pourtant, indépendamment de tout effet "Fukushima", de montée de sentiments anti-nucléaire ou de volonté de complaire aux verts, la réduction de la part du nucléaire dans le mix électrique français est inéluctable.

Selon Jean-Marie Chevalier, ancien Directeur du Centre de Géopolitique de l'Energie et des Matières Premières (CGEPM) à l'université Paris-Dauphine et Senior Associates au Cambridge Energy Research Associates (CERA), cette baisse tient à plusieurs raisons dont :

- Le besoin urgent de **diversification** du mix électrique français où le poids du nucléaire est exorbitant : 75 % de l'électricité est produite à partir du nucléaire.
- **Les prix bas de l'électricité nucléaire** ne reflètent pas les coûts qui sont croissants : le prix dit Arenh, qui est le prix d'accès au nucléaire régulé, a été fixé à 42 euros par MWh pour la centrale EPR en construction à Flamanville. Or, Flamanville a vu son coût multiplié par 3. Le prix devrait être d'au moins 60 euros, sinon plus proche de 70 euros pour amortir ces surcoûts.
- Ces prix "artificiellement" bas font que **l'incitation au financement** de nouvelles centrales est très faible. Aujourd'hui, EDF est dans une situation financière intenable.
- **Les coûts du démantèlement mais aussi de la sureté** sont aussi croissants : là où EDF a provisionné près de 17 milliards d'euros pour 58 réacteurs, le Royaume Uni en a provisionné près de 80 pour 19 réacteurs !

Des arbitrages techniques sont, selon lui, à faire pour le choix des nouvelles énergies, avec un débat inévitable : les prix bas de l'électricité ne reflètent pas les coûts qui sont croissants. D'où, à terme, **un vrai problème de financement de la politique énergétique française** et un risque considérable pour le niveau de vie des foyers les plus modestes.

M. S. D.

Recyclage du CO2

L'utilisation massive de combustibles fossiles et l'augmentation de la concentration de CO2 dans l'atmosphère qui en résulte, serait, selon le Giec, un des facteurs de réchauffement climatique. **La réduction des rejets de CO2** est devenue de ce fait un axe majeur des politiques de lutte contre les gaz à effet de serre (GES). Le captage et stockage du CO2 a été jusqu'ici une des approches les plus prometteuses.

Mais voilà qu'une équipe de chercheurs du CEA et du CNRS a pris un chemin de traverse. Ils ont réussi à **convertir du dioxyde de carbone (CO2) en formamides**, des molécules issues habituellement de la pétrochimie, qui sont à la base de la fabrication de colles, de peinture ou de produits textiles... Leurs travaux mis en ligne ces jours-ci, font l'objet d'une publication qualifiée de « Very Important Paper » (VIP) par les experts de la revue Angewandte Chemie de janvier 2012.

Ce faisant, **les chercheurs visent d'une pierre deux cibles** : la voie qu'ils ont ouverte pour le recyclage du CO2 contribuerait à résoudre le problème de disponibilité futur de ressources pétrochimiques issues de ressources fossiles qui se raréfient et à la réduction des gaz à effet de serre.

Virtuellement vôtre ...

Cette nuit, j'ai rêvé de Pénélope qui a dû urgemment partir à l'hôpital. Pénélope, l'une de mes plus anciennes « amies » sur un autre réseau, Myspace, que j'ai retrouvée sur Facebook. Nous ne nous sommes jamais rencontrées dans la vraie vie mais **un lien invisible existe**.

Facebook est un réseau très vampirisant. Il n'y a qu'à voir le temps passé sur son interface par un grand nombre de ses utilisateurs (jeunes ou moins jeunes). La Toile est censée conserver ad vitam æternam les données publiées. Un jour, pourtant, **les utilisateurs invétérés de Facebook disparaîtront du monde réel**. Des petits malins pourraient bien avoir envie de tirer profit de cet inéluctable phénomène et de négocier - pourquoi pas ? - la « pérennité virtuelle » des utilisateurs défunts en proposant à leurs « amis » des applications « pierres tombales virtuelles » à fleurir de « gift flowers » (tant qu'à faire payants !). Rêve fini, je me suis réveillée. Vivante ? Réelle ? Je crois !

Déborah Secretin

Rétrovigilance : novembre 2008

Par François De Closets



En novembre 2008, Lehman Brothers venait de faire faillite et Barack Obama d'être élu à la Maison Blanche. Nous étions au cœur d'une crise financière américaine et de dimension mondiale. « L'Europe a quelques mois pour se faire vraiment entendre... si elle sait ce qu'elle veut. » annonçait Marc Ullmann. Trois années plus tard, **l'épicentre de la crise** a franchi l'Atlantique et l'Europe cherche toujours des réponses que le temps perdu rend chaque jour plus difficiles à trouver. Au cœur de cette impuissance le piège de l'euro, une protection devenue une prison.

En novembre 2008, Peter Rashish constatait que la Grèce, le Portugal ou l'Italie restaient à l'abri de la tourmente en dépit de leur endettement : « dans la zone euro, le calme règne. » Mais il rappelait que « **l'unité dans le domaine monétaire a besoin d'un complément dans le domaine de la politique financière.** » D'une phrase tout était dit. L'euro était la meilleure ou la pire des choses selon qu'on y voyait un alibi pour ne rien faire ou, au contraire, un sursis pour nous mettre en ordre de bataille. Nous le savons aujourd'hui, l'Europe a fait de sa monnaie une ligne Maginot pour se tenir à l'abri de la crise et nullement une base de départ pour préparer les batailles annoncées.

Elle a tout d'abord épuisé toutes ses munitions dans des relances aussi coûteuses qu'inefficaces. Comment résister aux commodités de l'emprunt quand le crédit est à 2% ! Nous découvrons, mais un peu tard, que **la monnaie unique facilite le surendettement et complique le désendettement.** Excellente armure pour soutenir la charge des chevaliers teutoniques, elle empêche les économies à la dérive de se relever. La leçon de l'histoire est sans appel : on ne redresse pas des finances en perdition, une économie sous-compétitive sans utiliser les commodités de l'inflation et de la dévaluation. Il nous faut donc choisir, soit mutualiser les dettes des uns et les excédents des autres, autant dire faire payer l'Allemagne, soit passer de la monnaie unique à la monnaie commune, autant dire oublier l'euro et revenir à l'écu, et créer des zones de résilience pour les pays en difficulté.

Telle était la question à laquelle l'Europe devait répondre. Elle a choisi de ne pas se la poser et de réagir au coup par coup. **Il fallait des stratèges nous n'eûmes que des pompiers.** Mais comment assurer la bonne gouvernance de l'euro en l'absence de volonté politique ? Les gouvernements ont lutté contre le feu sans jamais s'attaquer aux causes de l'incendie et n'ont jamais éteint un foyer que pour voir un autre s'allumer. A l'échelle de l'Union européenne comme à celle des Etats, nous sommes enfermés dans l'urgence et condamnés aux solutions *ad hoc*, symptomatiques, qui assurent le présent et compromettent l'avenir.

Maxime Schwartz notait très justement que la dette fonctionne comme une drogue et que, en l'absence d'une très forte croissance, « une purge est inévitable » dans les pays surendettés. Voilà encore ce qu'on n'a jamais voulu regarder en face. Les Français sont entretenus dans l'illusion qu'ils ne verront pas diminuer leur niveau de vie. De fait, ils ne le verraient pas si les prix s'envolaient et la monnaie fondait. Mais, avec le système rigide de l'euro, il n'est aucune solution indolore pour réduire son train de vie.

Ainsi l'Europe s'est-elle entretenue dans le déni de réalité alors même qu'explosait en Amérique une crise dont nous savions qu'elle nous frapperait à très brève échéance. Mais les faits ont toujours le dernier mot. Ce sont désormais eux qui parlent et qui commandent. Ils posent les questions et dictent les réponses. Ils devront se faire obéir. **Mais on ne construit pas l'avenir en subissant le présent.** Nous avons raté l'opportunité que nous offrait la crise du système bancaire américain, il ne faudrait pas rater maintenant celle que nous impose la crise des dettes souveraines.

F. C.

En direct du Blog



Club des Vigilants

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



Commentaire sur « **Le lourd fardeau de Mario Draghi** »

Je crains que la grande cause de l'état actuel du dysfonctionnement financier et économique en EUROPE, tout particulièrement, est que nos amis allemands, en toute bonne foi je le pense, ont une « peur bleue » de tout ce qui pourrait ressembler à de l'inflation.

Il est vrai que l'inflation est la terreur de ceux qui ont déjà l'argent plutôt que de ceux qui n'en ont pas et qui espèrent en avoir via la croissance...

Il est vrai aussi que l'inflation est, sans doute un moteur de redistribution des richesses et peut-être est-ce cela qui leur fait réellement peur !

Il y a déjà longtemps, j'avais fait sur ce blog, non pas l'éloge de l'inflation mais une simple mise au point sur l'origine naturelle de son existence dans des économies financiarisées en CROISSANCE.

A défaut d'une relation de causalité, on peut identifier une « corrélation ». Dommage que certains s'obstinent à le nier....

Nous sommes là sans doute plus dans l'univers du CROIRE que dans celui du SAVOIR...

RELIRE DANS LES ARCHIVES :

<http://www.clubdesvigilants.com/archives/2005/12/un-peu-dinflation-pour-la-croissance/#more-88>

Henri-Paul Soulodre, membre du Club

Commentaires sur « **L'économie de la triche** »

Oui on doit réguler de manière drastique ces paradis fiscaux, ces agences de notations instrument de pouvoir, les bonus des traders scandaleux, les fonds propres des banques... Espérons que le guide ISO 26000, guide de gouvernance pourra être appliqué ?

A quand un Nuremberg pour juger les criminels financiers, corrompus.

Paneth, internaute

Oui, on doit lutter contre la fraude fiscale, absolument ! Mais il ne faut pas se contenter de la frileuse liste de 11 paradis fiscaux de l'OCDE. Certaines ONG et le Tax Justice Network ont clairement identifié plus de 60 paradis fiscaux où l'opacité financière empêche de suivre les flux financiers et permettent donc de cacher des manœuvres !

Comme diraient les gens du CCFD Terre Solidaire : « Aidons l'argent à quitter les paradis fiscaux ! »

Copainsky, internaute

Les paradis fiscaux sont devenus un élément significatif de la globalisation mal maîtrisée par les Etats. Il faudrait identifier ces Etats qui ne coopèrent pas à la reprise en main et les pénaliser d'une manière ou d'une autre.

Michel Contie, internaute

Commentaire sur « **L'Europe, pour quoi faire ?** »

« Pour qu'une réelle volonté puisse se manifester, il faut qu'il y ait un but, c'est-à-dire l'impératif d'un " pourquoi " tandis que le " chemin " évoque le choix des moyens, c'est-à-dire la contingence du " comment " » écrivez-vous cher Marc.

L'Europe, aujourd'hui à mon sens, a peur et la peur fait perdre le « nord » donc toute idée de but. Et lorsque ce but doit être défini par 27 pays ou, à minima, par les pays de la zone euro par exemple, on voit bien que c'est mission quasi impossible tant les divergences sont fortes.

On peut bien entendu pratiquer la méthode « Coué » à n'en plus finir ou comme disait le Général « sauter comme un cabri » en répétant « Europe ! Europe ! », cette dernière ressemble de plus en plus à ce que en son temps, le Général, avait appelé le « machin ». (...)

Louise, internaute

Commentaires sur « Désindustrialisation. A qui la faute ? »

@ Michel Chevet : je crois assez bien connaître Alcatel-Lucent et le groupe Lagardère.

Il est inexact d'écrire que ces deux entreprises sont des symboles de la désindustrialisation de la France. Ce n'est pas parce que Arnaud Lagardère a vendu et vendra peut-être le solde de la participation du groupe dans EADS que cela change quoi que ce soit au contenu industriel de EADS. Je crois même pouvoir affirmer que si EADS existe avec le succès que l'on sait, c'est indubitablement grâce au groupe Lagardère. Comme Arnaud est le fils de son père, EADS est l'enfant du groupe industriel Lagardère. Je précise également que la pseudo vente au Qatar a été évoquée à propos des actions EADS détenues par Daimler (non celles de Lagardère) et fermement écartée depuis.

En ce qui concerne Alcatel-Lucent, la déclaration de Serge Tchuruk était très maladroite mais, avant de le condamner sans appel, prenons un peu de recul... Est-il vraiment nécessaire pour une entreprise industrielle d'être propriétaire de la totalité des usines intervenant dans son processus de production en amont ? Et pourquoi pas aussi en aval ? Certainement pas sauf à vouloir recréer les monstres soviétiques ou les entreprises régionales paternalistes du début du vingtième siècle. Il faut donc choisir avec discernement ce qui doit être intégré et ce qui peut être laissé à l'extérieur de l'entreprise entre les mains de fournisseurs partenaires. Ainsi toute entreprise industrielle pilote aujourd'hui un écosystème d'entreprises partenaires. L'une des tâches stratégiques de l'entreprise pilote est alors de surveiller la bonne santé de cet écosystème, son évolution technologique, ses performances industrielles et son indépendance. Faut-il aller jusqu'à n'avoir aucune usine en propre ? Cela dépend du secteur et la réponse peut varier au cours du temps.

N'oublions pas que Apple (deuxième capitalisation mondiale derrière Exxon) ne possède directement aucun moyen de production ! Enfin pour la petite histoire Alcatel-Lucent possède toujours des usines y compris en France. Un exemple : l'usine de Calais leader mondial de la production de câbles sous marin de télécommunications...

Je n'ai aucunement l'intention de céder cette usine. Il suffit d'aller sur place pour comprendre que ce métier nécessite, pour des raisons liées à la qualité, de maîtriser l'outil de production.

Philippe Camus, internaute

J'estime que cette désindustrialisation et le chômage qui en résulte peut expliquer une grande partie des maux de notre société. Il me semble urgent de tout mettre en œuvre pour préserver ces emplois industriels notamment par un allègement drastique des charges sociales car ces emplois sont si non voués à disparaître...

Didier Poirier, internaute

La désindustrialisation est plus que jamais au centre des débats politiques en France. Nombreux sont ceux qui lui attribuent un rôle critique dans les difficultés sociales et économiques du moment. Les délocalisations se multiplient et la concurrence des produits fabriqués dans les pays émergents s'intensifie !

Ce phénomène fragilise non seulement les industriels Français mais aussi tous ceux qui distribuent leurs produits... Qui paiera nos futures retraites ? Qui proposera un avenir professionnel pour les prochaines générations ? Surement pas les industriels Asiatiques qui nous inondent de produits fabriqués au mépris du futur industriel et social de notre patrie. L'enjeu ne doit pas être sous-estimé !

Montabert, internaute

Lu, vu, entendu



The Quest – Energy, Security, and the Remaking of the Modern World

Daniel Yergin, The Penguin Press, 721 pages – New York 2011

Historien, spécialiste de l'énergie et des relations internationales, président fondateur du Cambridge Energy Research Associates (CERA), Daniel Yergin décrit dans *The Quest*, avec une extrême précision et clarté le monde de l'énergie. Celui d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Le constat d'abord. La production mondiale de biens et de services est de 65 trillions de dollars aujourd'hui et nous sommes 7 milliards. Dans vingt ans elle sera de 130 trillions de dollars et nous serons près de 8 milliards. Aujourd'hui, un Américain consomme 14 barils/an de pétrole, un Européen 7 et un Chinois ou un Indien, 3. Où trouver **l'énergie nécessaire pour produire le double** en vingt ans et répondre à l'inéluctable augmentation de la consommation d'énergie dans les pays émergents ?

A partir de là, l'auteur déploie son analyse avec au centre les deux défis majeurs qui nous attendent : la quête de l'énergie et la question cruciale du changement climatique. Ainsi la montée en puissance de la Russie comme puissance énergétique, de la Chine comme grande consommatrice d'énergie, l'"insécurité" croissante dans certaines zones de production... dessine une carte de **la géopolitique énergétique complexe et mouvante** et pose avec acuité la question de la sécurisation des approvisionnements dans le futur.

Pour Yergin, **l'énergie est aussi indissociable de la lutte contre le changement climatique.** Que feront, par exemple en cas de fonte des glaces de l'Himalaya et d'assèchement des fleuves qui irriguent la plupart des pays d'Asie – Yang Tsé, fleuve jaune, Indus... - les peuples de l'Asie du Sud face à une Sibérie peu peuplée et devenue tempérée ?

Il nous faut aller, selon lui, vers moins d'énergie carbonée. Il exhorte les décideurs à "sortir" les transports de l'âge des combustibles fossiles, un âge obsolète à son sens, en développant la voiture électrique. Dans un monde qui a soif d'énergie, une nouvelle source d'énergie est, dit-il, accessible : c'est **l'efficacité énergétique**. Pas seulement dans le bâti comme on l'entend en général. Mais que tout processus de production de bien ou de service soit moins énergétivore.

M. S. D.

Dans les forêts de Sibérie

Sylvain Tesson, Editions Gallimard, 267 pages - Paris 2011

Bon test pour les lecteurs qui veulent en savoir plus sur eux-mêmes : Etes-vous saisi d'admiration ? Eprenez-vous un sentiment de **gêne** ? Un peu des deux ? Surtout l'un ou surtout l'autre ? On voit d'ici le « jeu-psycho » pour magazine bobo.

Dans son genre, Sylvain Tesson est **un athlète admirable tant au physique qu'au mental.** Survivre six mois en solitaire dans une cabane de 9m² au fin fond de la Sibérie, débiter des arbres en rondins et de ces rondins faire des bûchettes, patiner ou marcher pendant des heures par – 30°, couvrir 135 km pour rendre visite à un « voisin », peu de gens seraient capables de tels exploits.

Mais pour quoi faire ? **L'hermite en religion, qu'il soit bouddhiste, chrétien ou autre, s'efface dans la prière et la méditation.** Le sage hors religion s'imprègne d'espace et de beauté. De son « non agir » peut-être sortira-t-il une peinture ou une poésie. Pas davantage et, en tout cas, rien qui personnellement placerait l'auteur sur un piédestal.

C'est en ce sens que le livre de Sylvain Tesson peut inspirer de la gêne. Son journal décrit ses faits, ses gestes et ses pensées. La nature (que, de toute évidence, il aime très sincèrement) lui sert de décor. Avec le spectacle de la forêt, l'exercice physique, des livres, des cigares et de la Vodka, il se sent supérieur à ceux qui, dans les villes, s'entassent, se privent de silence et jacassent. De même, il se sent supérieur aux autochtones dont les horizons sont, pour toujours, bouchés. Pour ma part, j'ai refermé le livre en éprouvant **de l'admiration pour le « touriste de l'extrême » et de la gêne pour l'auteur en tant que reflet de notre époque.** Une époque qui est en quête d'idéal mais ne l'a pas (encore ?) trouvé.

M. U.

La vie du Club



Club des Vigilants

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



- **18 octobre** : Envoi de **Vigilances 93**.
- **19 octobre** : Envoi de la synthèse élaborée par **Jérôme Cazes** sur "le classement des menaces pesant sur l'humanité".
- **25 octobre** : Déjeuner du mardi autour de **Jacques Andréani**. Le rapport sur "*La redéfinition des intérêts vitaux des Etats-Unis*" devrait sortir cet hiver. « L'époque n'est pas anodine, les défis sont nombreux et interconnectés, le comportement de la première puissance mondiale sera lourd de conséquences. Notre rapport évitera la dispersion, mettra l'accent sur quelques problèmes majeurs et aboutira à des préconisations. »
- **8 novembre** : Déjeuner d'approfondissement autour de **François d'Aubert** qui estime que « *des progrès indéniables, quoique lents, ont été réalisés dans le domaine de la lutte contre l'évasion fiscale. D'autres restent à faire (...). D'autant que, aujourd'hui, les Etats surendettés sont dans l'œil du cyclone. Et si la crise perdure, il ne serait pas impossible qu'ils cessent de biaiser et découvrent rapidement les vertus de la régulation financière en général, et des paradis fiscaux en particulier.* »
- **9 novembre** : Petit déjeuner débat animé par **Olivier Delamarche** sur le thème "**Patrimoines en danger**". Le stratège de Platinum Gestion montre comment certaines "garanties" peuvent se révéler illusoire et donne quelques recettes de prudence.
- **10 novembre** : Dîner autour de **Jérôme Cazes** sur les moyens à mettre en œuvre en amont de toute annonce de calendrier concernant "*L'Observatoire des risques*".
- **16 novembre** : En l'absence de **Bernard Esambert**, **Alain de Vulpian** préside la séance du CA. Les diverses activités du **Club** sont passées en revue et, sur proposition de **Marc Ullmann**, il est décidé de les centrer pendant quelques mois autour d'un thème commun qui pourrait être intitulé "*Le monde que nous leur laisserons*". Cela donnerait matière à publication.
Une date de principe est retenue pour **la prochaine AG : 21 février**.
- **21 novembre** : **Jacques Blamont** reçoit des mains du Président de la République l'insigne de Grand Croix de la Légion d'Honneur.
- **22 et 23 novembre** : Tenue des premières "*Rencontres de l'Innovation Citoyenne*" organisée par **Antoine Héron**, partenaire et membre du **Club**.
- **23 novembre** : Tenue des "*7èmes Rencontres annuelles du C2P*" organisée par le **Club des Pilotes de Processus** dont **Henri-Paul Soulodre**, membre du **Club**, est un des animateurs.

Prochains petits-déjeuners

14 décembre : **Jean-François Di Meglio**, Président de l'institut de recherche indépendant « Asia Centre », interviendra sur le thème : « **A quoi rêvent les jeunes Chinois ?** »

05 janvier : **Jacques Attali** interviendra sur le thème : « **Horizon 2050 : les jeunes au défi** »

Autres rencontres

Mardi 29 novembre se tiendra, autour de **François Dupuy**, sociologue, le "**déjeuner du mardi**" à 12h30 au : **Petit Riche** (salon vouvray) – 25, rue Le Peletier – 75009 Paris

Vendredi 2 décembre se tiendra un déjeuner d'approfondissement autour d'**Olivier Delamarche** à 12h30 : **Aux Fontaines** – 2, place de la porte Saint Cloud – 75016 Paris

Mardi 20 décembre : l'adresse sera communiquée ultérieurement

Merci de vous inscrire auprès de : thomas.laborey@free.fr